



ÉCOLE INTERNATIONALE DES FORCES DE SECURITE CENTRE DE RECHERCHES ET DE DOCUMENTATION

NOTE D'ÉCLAIRAGE

N° 18, Septembre 2023

Le deuxième sommet Russie-Afrique, 27-28 juillet 2023 : vers la diversification de la coopération internationale

Dix-sept Chefs d'État africains étaient présents à Saint-Pétersbourg pour prendre part au deuxième sommet du Forum économique et humanitaire Russie-Afrique pour la paix, la sécurité et le développement, les 27 et 28 juillet 2023. Cette présence de haut niveau, certes inférieure à celle notée lors du premier sommet du genre à Sotchi (quarante-cinq Chefs d'État africains présents) les 23-24 octobre 2019, traduit néanmoins une volonté profonde et affichée de diversifier les partenariats qui lient le continent au reste du monde. Elle est également lourde de sens pour la Russie, quelque peu isolée sur la scène internationale¹ depuis le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne en février 2022², mais qui ambitionne, sous la présidence de Vladimir Poutine, de rebâtir sa place de puissance mondiale. Qualifiée par certains observateurs d'« offensive de charme » de la Russie vers l'Afrique, cette grand-messe a été présentée par la Russie comme l'occasion de développer un

partenariat stratégique avec les pays africains³. Bien plus et de manière symbolique, ce deuxième sommet se veut le signe de la pérennisation du forum diplomatique entre Moscou et les capitales africaines, certains observateurs ayant douté de la capacité des autorités russes à s'assurer la présence des Chefs d'État africains à cette rencontre prévue initialement en octobre 2022 (Kohnert, 2023 : 5).

Photo 1 : Les Chefs de délégations participant au deuxième sommet Russie-Afrique



Source : Roscongress Photo Bank.

Même dans le cadre de la politique internationale russe, l'organisation de rencontres avec l'Afrique arrive de manière tardive : de telles instances existent entre la Russie et l'Union européenne, entre la Russie et la Chine, entre la Russie et l'Asie centrale. Dans la nouvelle course à l'Afrique, l'offensive de la Russie, reléguée au rang d'*outsider*, lui

¹ L'isolement diplomatique de la Russie restreint la participation des autorités du Kremlin aux rencontres internationales. La non-participation du président russe Vladimir Poutine au Sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) du 22 au 24 août 2023 en Afrique du Sud a d'ores et déjà été annoncée, en raison du mandat d'arrêt international lancé contre lui et que le pays hôte, membre de la Cour Pénale Internationale (CPI), se doit de mettre en application.

² CRD-EIFORCES, « La guerre russo-ukrainienne : origines et conséquences pour l'Afrique », Note d'éclairage du CRD/EIFORCES, février 2022.

³ Vladimir Poutine, « Russia and Africa: Joining Efforts for Peace, Progress and a Successful Future », 24 juillet 2023, URL : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/71719>, consulté le 14 août 2023.

permet alors de ne pas se laisser distancer par les autres nations industrialisées.

L'Afrique est, depuis quelques années, un pivot de l'agenda mondial. La déclaration finale de cette rencontre présente d'ailleurs « l'Afrique en tant que pilier essentiel du monde multipolaire »⁴. De plus en plus de rencontres multilatérales lui sont consacrées, signe qu'elle constitue un espace où se construit et s'exprime l'influence internationale des nations du reste du monde. Aux traditionnels sommets France-Afrique (dès 1973) se sont en effet rajoutées des rencontres entre le Japon et l'Afrique (dès 1993), ainsi qu'entre la Chine et l'Afrique (dès 2000). De nouveaux acteurs ont fait incursion dans cette pratique diplomatique, à l'instar de la Turquie (2008, 2014, 2021), des États-Unis (2014, 2022) et du Royaume-Uni (2020).

La présente note s'attache à indiquer que les relations entre l'Afrique et la Russie ne sont pas nouvelles. Elle en décrypte également les nouveaux axes, à l'aune des positions et des déclarations énoncées lors du Sommet de Saint-Pétersbourg et esquisse quelques leçons que l'Afrique doit en tirer pour fonder une relation équitale et durable.

L'Afrique et la Russie : une relation ancienne

Les relations entre la Russie et l'Afrique débutent au XVe siècle sous fond d'expansion du christianisme et de l'islam (Arkhangelskaya, 2013 : 62). Mais elles ont été plus concrètes au cours du XXe siècle : comme l'a rappelé le président camerounais Paul Biya à l'occasion de ce sommet, il y a un « intérêt ancien » de la Fédération de Russie pour l'Afrique, celui-ci s'étant exprimé avec vigueur lors des luttes d'indépendance. Dans le contexte de la Guerre froide en effet, l'Union soviétique a joué un rôle actif en Afrique en apportant son soutien financier et militaire à des mouvements de libération nationale⁵. Elle a également exercé

une influence idéologique notable au Sénégal, au Mali, en Guinée Conakry, en Côte d'Ivoire entre autres. Avec les indépendances, l'Union soviétique s'est investie dans le développement économique de certains pays africains en finançant la construction d'infrastructures telles que des routes, des hôpitaux, des écoles, et en fournissant une assistance technique dans divers domaines. L'Union soviétique a également contribué, de manière significative, à la formation d'une centaine de milliers d'Africains dans ses universités et ses académies militaires (Fidan et Aras, 2010 : 56). Cependant, l'effondrement de l'Union soviétique en 1991 a réduit l'intensité des relations russo-africaines sans pour autant mettre fin à l'intérêt russe pour l'Afrique (Birgerson *et al.*, 1996).

Depuis le milieu des années 2000, la Russie cherche à renforcer ses relations avec de nombreux pays africains, en particulier dans les domaines économique, militaire et politique. La Russie compte bien sur le souvenir de ce passé partagé pour s'assurer la sympathie des pays africains. Elle a ainsi réussi à établir des relations diplomatiques avec l'ensemble des pays du continent. Le renouveau des relations entre ces deux parties date sans doute de la visite officielle du président algérien Abdelaziz Bouteflika à Moscou en 2001. Dans la foulée, des échanges d'émissaires se sont multipliés, se concrétisant entre autres par les visites du président Poutine en Afrique du Sud, en Égypte, en Algérie et au Maroc en 2006 et celle du président Medvedev en Angola, en Namibie et au Nigeria en 2009. Dans ce renouveau des relations, la Russie a d'abord noué des liens privilégiés avec l'Afrique du Nord (Égypte et Libye principalement) avant d'étendre son influence au sud du Sahara. Par ailleurs, débarrassée de ses précédents objectifs idéologiques, la Russie conduit en Afrique une *realpolitik* marquée par un pragmatisme économique. Les objectifs économiques et stratégiques sont ainsi essentiels. La présence russe en Afrique, à la différence des nations occidentales, ne s'encombre pas de conditionnalités politiques comme la tenue des élections libres et transparentes ou le respect des droits humains. Elle se fonde sur le principe des « solutions africaines aux problèmes africains », ce qui soulève de vives critiques

⁴Declaration of the Second Russia-Africa Summit, 28 juillet 2023, URL : <http://en.kremlin.ru/supplement/5972>, consulté le 15 août 2023.

⁵Le Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud, le Front de libération nationale (FLN) en Algérie, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU), etc.

occidentales au sujet de son soutien aux régimes autocratiques et autoritaires.

La présence russe en Afrique est donc aussi liée à ses intérêts géoéconomiques et géopolitiques, notamment pour contrecarrer l'influence occidentale, et principalement française, dans la région. Le Kremlin s'est ainsi montré actif pour proposer son aide militaire à la Centrafrique et au Mali à la fin des opérations Sangaris (2016) et Barkhane (2022), menées par la France dans ces pays, ce qui lui donne un accès à l'exploitation des ressources minières dans ces territoires. Pendant longtemps, elle s'est gardée de présenter un visage agressif, évitant d'entrer directement en compétition avec les intérêts des nations européennes, des États-Unis et même de la Chine en Afrique. L'Afrique constitue par ailleurs un potentiel allié de la Russie dans les discussions multilatérales, ce qui justifie le plaidoyer du Kremlin en faveur de la représentation de l'Afrique au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Les nouveaux axes de coopération

La déclaration finale⁶ adoptée à l'issue du Sommet de Saint-Petersbourg donne une orientation des rapports à venir entre la Russie et les pays d'Afrique. Avec ses 74 points, elle a l'ambition de couvrir les domaines les plus divers, notamment la mise en œuvre du mécanisme de partenariat et de dialogue, la coopération politique et juridique, la coopération en matière de sécurité, la coopération commerciale et économique, la coopération scientifique, technique, humanitaire, éducative, culturelle, sportive, sanitaire, en matière de jeunesse et en matière d'information.

La coopération en matière de paix et de sécurité tient évidemment une place centrale dans ces relations. Les participants au Sommet

entendent ainsi « poursuivre une coopération étroite pour résoudre et prévenir les conflits en Afrique. Le principe des "solutions africaines aux problèmes africains" doit continuer à servir de base à la résolution des conflits ». Depuis le sommet de Sotchi en 2019, des accords ont été signés dans ce cadre avec 21 pays africains dont le Cameroun en avril 2022. La Russie a également l'ambition d'établir ses bases militaires sur le continent, notamment en République centrafricaine, en Égypte, en Érythrée, à Madagascar, au Mozambique et au Soudan. Elle fournit également une assistance militaire et du matériel à certains pays, comme la République centrafricaine et le Mozambique, pour lutter contre les groupes terroristes. De manière générale, elle concourt à la formation anti-terroriste de plusieurs pays africains, en plus de sa contribution aux opérations de maintien de la paix. Le fait le plus notable est la présence de la société militaire privée Wagner (Klen, 2023 : 53-58) au Mali, en Centrafrique, en Libye et au Mozambique, voire en République démocratique du Congo, en Angola, à Madagascar, au Zimbabwe et au Soudan selon certaines sources. Dans le domaine militaire également, l'armement constitue un des axes principaux, avec une emphase en Afrique du Nord. Entre 2014 et 2019, la Russie a ainsi fourni 49 % des armes vendues en Afrique (Ronzon, 2022).

Carte 1 : La Russie en Afrique en 2019



Source : Kohnert (2022).

⁶ Declaration of the Second Russia-Africa Summit, 28 juillet 2023, URL : <http://en.kremlin.ru/supplement/5972>, consulté le 15 août 2023. Cette déclaration est complétée par une déclaration sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, une autre sur la coopération dans le domaine de la sécurité internationale de l'information et une autre encore sur le renforcement de la coopération dans la lutte contre le terrorisme et par le plan d'action du Forum de partenariat Russie-Afrique 2023-2026.

Sur le plan commercial, le président russe Vladimir Poutine a vanté les progrès des échanges entre la Russie et l’Afrique qui ont atteint 18 milliards de dollars US en 2022⁷. Les entreprises russes⁸ se retrouvent dans les transports, l’exploration géologique, l’exploitation minière, l’industrie chimique, l’agriculture et la pêche dans divers pays africains. Ces progrès ne mettent cependant pas en lumière l’important déficit commercial qu’accusent les Africains : en 2020, il était de 10,8 milliards de dollars US, soit 12,4 milliards de dollars d’importations depuis la Russie et seulement 1,6 milliard de dollars d’exportations.

Du point de vue de l’information, on ne peut ignorer ou sous-estimer le déploiement du *Soft Power* russe en Afrique, à travers des médias tels que Russia Today et Sputnik, mais aussi sur Internet avec l’influence de personnalités publiques africaines en faveur de la Russie, et donc contre les intérêts des partenaires traditionnels comme la France (Le Cam, 2023).

La participation de l’Union africaine au deuxième Sommet Russie-Afrique a par ailleurs permis d’identifier les attentes du continent : l’énergie, la sécurité alimentaire, le renforcement de la coopération en matière de paix et de sécurité, la lutte contre le terrorisme.

En matière d’énergie, la Russie a potentiellement un rôle important à jouer, dans la mesure où elle est exportatrice nette d’énergie ; ce qui implique qu’elle n’envisage pas d’importer des ressources énergétiques, et qu’elle a plusieurs fois affirmé sa volonté d’investir dans la production d’énergie en Afrique, y compris à travers le nucléaire. En matière de sécurité alimentaire, la dépendance africaine aux céréales russes et ukrainiennes est réelle⁹. La préoccupation soulevée par le président de la Commission de l’Union africaine tient, d’une part, du déclenchement de la guerre russo-ukrainienne avec ses

conséquences sur l’envolée des cours et les limitations des exportations, et d’autre part, du retrait de la Russie du « marché des céréales »¹⁰ le 18 juillet 2023. Cette situation alimente les craintes sur l’approvisionnement des pays africains par l’Ukraine. Avant même l’ouverture du Sommet, le président Poutine a tenu à rassurer les pays africains importateurs en indiquant que la Russie « est capable de remplacer les céréales ukrainiennes sur une base commerciale et sans frais ». Cette déclaration a été prolongée par la promesse de livraison gratuite, jusqu’à 50 000 tonnes de céréales à six pays africains (Burkina Faso, Érythrée, Mali, République centrafricaine, Somalie et Zimbabwe). En matière de sécurité, de paix et de lutte contre le terrorisme, la contribution de la Russie à la sécurisation du continent est indispensable, comme celle de tous les partenaires de l’Afrique. Par sa présence militaire et sa place dans la fourniture d’armes sur le continent africain, la Russie est en effet un acteur clé des initiatives de paix et de sécurité.

Par ailleurs, la guerre russo-ukrainienne n’a pas constitué un des points principaux du Sommet ; la question ayant été évoquée en marge de l’événement. Ceci a contribué à réduire l’intérêt accordé à la médiation africaine. Comme l’indique Abdelhak Bassou (2023 : 10), « l’Afrique semble désapprouver les actions de la Russie en Ukraine, mais n’est pas unanime à condamner Moscou ». Elle a, en grande partie, choisi la voie du non-alignement et de la préconisation d’une solution diplomatique à ce conflit. D’ailleurs, la médiation africaine, portée par l’Initiative de paix africaine, n’est pas une action interétatique. Elle avait été entamée les 16 et 17 juin 2023 à Kiev et à Moscou. Elle proposait notamment une désescalade des deux côtés, la reconnaissance de la souveraineté des pays telle que reconnue par les Nations Unies, les garanties de sécurité pour toutes les parties, la levée des entraves à l’exportation des céréales *via* la mer Noire, la libération des prisonniers de guerre, ainsi que la reconstruction. Ces solutions avaient été jugées très difficiles à mettre en œuvre par la Russie.

⁷ Vladimir Poutine, “Russia and Africa: joining efforts for peace, progress and a successful future”, 24 juillet 2023, URL : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/71719>, consulté le 14 août 2023.

⁸ Alrosa, Norilskiy Nikel, Renova, Rostoc, Rosatom, Rusal Boksit, Russkiy Aluminiy, Silovie Mashini, Sstroytransgaz, Tehnopromeksport, Tyajpromeksport, etc.

⁹ CRD-EIFORCES, « La guerre russo-ukrainienne : origines et conséquences pour l’Afrique », Note d’éclairage du CRD/EIFORCES, février 2022, p. 6.

¹⁰ L’initiative de la mer Noire ou initiative céréalière de la mer Noire est un accord signé le 22 juillet 2022 par la Russie, l’Ukraine, la Turquie et les Nations Unies pour permettre l’exportation des céréales ukrainiennes malgré la guerre russo-ukrainienne.

Le 28 juillet 2023 à Saint-Pétersbourg, en marge du sommet, les dirigeants des sept pays qui portent l'Initiative de paix africaine¹¹ et le président russe ont poursuivi leur discussion. Elle a porté sur les questions humanitaires dont les droits des enfants dans les zones d'hostilités et les échanges de prisonniers entre la Russie et l'Ukraine. Si la Russie se dit attentive à cette médiation, les chances qu'elle aboutisse à une cessation des hostilités et à un règlement du conflit sont néanmoins faibles.

Le sommet a également exposé les dissensions africaines sur les transitions politiques en cours : certains dirigeants dont les présidents Azali Assoumani (Comores et président en exercice de l'Union africaine), Macky Sall (Sénégal), Denis Sassou Nguesso (Congo) et Umaro Sissoco Embaló (Guinée-Bissau), mais aussi le président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat, n'ont pas souhaité apparaître sur la photo officielle aux côtés des putschistes Assimi Goïta (Mali) et Ibrahim Traoré (Burkina Faso).

Conclusion

Avec cet autre sommet, l'Afrique développe une coopération nouvelle avec une nation industrialisée. Cette posture reste guidée par l'impératif de mobiliser les ressources nécessaires à la croissance durable, à la paix et au progrès social sur le continent. L'Afrique, convoitée pour ses ressources naturelles, mais tenue par des mécanismes complexes de dépendance, a une autre occasion de promouvoir sa position sur son avenir et ses priorités. La diversification des partenaires au développement permet de ce point de vue de hâter l'avènement d'un ordre mondial multipolaire, plus juste et plus équilibré. Mais cette diversification requiert de concilier volontarisme et réalisme pour dépasser les obstacles qui tentent de maintenir l'Afrique dans la dépendance à ces relations historiques avec le monde occidental. Les officiels russes ont évoqué une « pression sans précédent » exercée sur les dirigeants africains pour les dissuader de prendre part au sommet avec la Russie. Le président congolais Denis Sassou

¹¹Les présidents Azali Assoumani des Comores, Cyril Ramaphosa de l'Afrique du Sud, Denis Sassou Nguesso du Congo, Abdel Fattah al-Sissi d'Égypte, Macky Sall du Sénégal, Yoweri Museveni d'Ouganda et le ministre des Affaires étrangères de Zambie, Stanley Kakubo.

Nguesso a illustré cette attitude lors de la rencontre bilatérale entre la délégation congolaise et celle de la Fédération de Russie en indiquant que « Beaucoup de forces ont travaillé pour empêcher le succès de ce sommet »¹² en refusant d'assurer le vol de sa délégation ou d'accorder des autorisations de survol de leur espace aérien par les avions affrétés par d'autres participants partis d'Afrique.

Il est donc important que l'adhésion de l'Afrique à cette initiative russe porte des fruits. Le président de la Commission de l'Union africaine a ainsi tenu à rappeler aux autorités du Kremlin que l'Afrique misait gros dans sa participation à cette rencontre, raison pour laquelle celle-ci devait produire des faits, des résultats concrets et un impact sur le quotidien des Africains : « La fonctionnalité d'un tel partenariat ne se mesure pas autrement que par l'évaluation de son bilan, c'est-à-dire au repérage des activités menées entre deux sommets en lien avec les objectifs convenus »¹³. Il s'agit alors d'identifier les obstacles et de travailler sur de possibles ajustements. Par exemple, l'ambition exprimée à Sotchi en 2019 de doubler les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique en cinq années est loin d'être réalisée, en partie du fait combiné de la survenue de la pandémie du Covid-19 et du déclenchement de la guerre en Ukraine. Le prochain sommet Russie-Afrique sera ainsi décisif, au gré des réalisations qui auront été enregistrées, pour juger de la progression de l'influence russe sur le continent.

Références

Arkhangelskaya Alexandra, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme

¹²AfriqueMedia, « Denis Sassou-Nguesso : beaucoup de forces ont travaillé pour empêcher le succès de ce sommet », https://www.youtube.com/watch?v=fzDRxXudw_o, consulté le 15 août 2023.

¹³ Discours de SE Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine au Sommet Russie-Afrique de Saint-Pétersbourg, 28 juillet 2023, URL : <https://au.int/en/speeches/20230730/discours-au-sommet-russie-afrique-saint-petersburg-28-juillet-2023>, consulté le 14 août 2023.

politique », *Afrique contemporaine*, vol. 248, n° 4, 2013, pp. 61-74.

Bassou Abdelhak, Les relations militaires entre la Russie et l’Afrique, avant et après la guerre en Ukraine, Washington DC, Atlantic Council-Africa Center, 2023.

Birgerson Susanne M. *et al.*, « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? », *Revue d’études comparatives Est-Ouest*, vol. 27, 1996, n° 3. pp. 145-168.

CRD-EIFORCES, « La guerre russo-ukrainienne : origines et conséquences pour l’Afrique », Note d’éclairage du CRD/EIFORCES, février 2022.

Declaration of the Second Russia-Africa Summit, 28 juillet 2023, URL : <http://en.kremlin.ru/supplement/5972>, consulté le 15 août 2023.

Fidan Hakan et Aras Bülent, “The Return of Russia-Africa Relations”, *bilig*, n° 52, 2010, pp. 47-68.

Klen Michel, « La pénétration du groupe Wagner en Afrique », *Revue Défense Nationale*, vol. 860, n° 5, 2023, pp. 53-58.

Kohnert Dirk, “The impact of Russian presence in Africa”, Hamburg, GIGA Institute for African Affairs, 2022, URL : https://mpr.ub.uni-muenchen.de/112566/1/MPRA_paper_112566.pdf, consulté le 14 août 2023.

Le CamMorgane, « Ces Africains sur qui Moscou s’appuie pour étendre son influence », *Le Monde Afrique*, 28 juillet 2023, URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/07/28/ces-africains-sur-qui-moscou-s-appuie-pour-etendre-son-influence_6183724_3212.html, consulté le 21 août 2023.

Poutine Vladimir, “Russia and Africa: joining efforts for peace, progress and a successful future”, 24 juillet 2023, URL : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/71719>, consulté le 14 août 2023.

Ronzon Jean-Baptiste, « Russie/Afrique : une relation ancienne mise en lumière par l’intervention du groupe Wagner au Mali », Fondation Jean Jaurès, 9 février 2022, URL : <https://www.jean-jaures.org/publication/russie-afrique-une-relation-ancienne-mise-en-lumiere-par-l-intervention-du-groupe-wagner-au-mali/>, consulté le 14 août 2023.

Equipe technique et scientifique

Superviseur général :

Général de Brigade **André Patrice BITOTE**, Directeur Général de l’EIFORCES, assisté du Commissaire **Divisionnaire OYONO Cécile née THOM**, Directeur Général Adjoint.

Coordination scientifique :

Commissaire Divisionnaire, Docteur **PASSO SONBANG Elie**, Chef du Centre de Recherches et de Documentation.

Coordination technique :

Commissaire de Police Principal, **TCHUENDEM SIMO Rosyne Arlette**, épouse **NOUNKOUA**, Chef des Laboratoires de Recherche du Centre de Recherche et de Documentation.

Collaboration :

Pr POKAM KAMDEM Williams, Enseignant à l’Université de Dschang
M. NJIFON Josué, Chef de Service Traduction et Interprétariat.